

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA SUBVENTION À L'ATHABASCA FOREST
INDUSTRIES LIMITED

M. A. C. Cadieu (Meadow Lake): Ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Le gouvernement a-t-il accepté de verser 12 millions de dollars, comme subvention à l'expansion d'une région spéciale, à l'Athabasca Forest Industries Limited et, si oui, quand les fonds seront-ils disponibles?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, il s'agit d'une requête extrêmement importante que le ministère est à analyser. Je ne peux pas dire, à ce moment-ci, si nous allons l'agréer et dans quelle mesure elle le sera.

[Traduction]

M. Cadieu: Le gouvernement retarde-t-il la décision finale à cause des instances d'autres entreprises canadiennes de papier et, si oui, le ministre exposera-t-il clairement sa position au sujet de ce prêt important?

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, nous allons considérer tous les aspects de la demande qui nous est faite. Je ne puis pas, à ce moment-ci, dire quelle sera la réponse.

* * *

LES FINANCES

L'EFFET DU COURS FLOTTANT DU DOLLAR SUR LES
INDUSTRIES QUÉBÉCOISES—LE CAS DES
AUTRES PROVINCES

[Traduction]

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Je voudrais demander au ministre des Finances s'il a rencontré le premier ministre Bourassa ou si ce dernier a sollicité une entrevue pour discuter notamment de l'effet du cours flottant prolongé du dollar canadien sur les principales industries québécoises? Y a-t-il eu aussi des observations ou des requêtes semblables de la part des autres premiers ministres provinciaux?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur.

L'hon. M. Lambert: Au cas où des instances seraient formulées au sujet de la répercussion sur ces industries, le gouvernement a-t-il l'intention de prendre certaines mesures pour atténuer les durs coups qu'elles ont dû encaisser?

L'hon. M. Benson: Je répondrai, sans accepter ces propos de nature générale, que nous sommes toujours disposés à écouter les gens.

M. Perry S. Ryan (Spadina): En raison de l'incertitude provoquée par la hausse croissante de la valeur du dollar canadien, le gouvernement fera-t-il une déclaration concernant une nouvelle évaluation de notre dollar?

L'hon. M. Benson: Non, monsieur l'Orateur.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA DÉSIGNATION DES ZONES SPÉCIALES EN C.-B.

M. Paul St. Pierre (Coast-Chilcotin): Ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Comme le gouvernement de la Colombie-Britannique a demandé qu'une certaine correspondance concernant la désignation des régions spéciales en Colombie-Britannique soit rendue publique, le ministre assurera-t-il à la Chambre que toutes les lettres échangées entre son ministère et le gouvernement de la Colombie-Britannique à ce sujet le seront?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, il n'y a absolument aucune objection à ce que toute la correspondance entre les deux gouvernements soit rendue publique, mais nous allons suivre la procédure usuelle, c'est-à-dire qu'avant de rendre public quelque document que ce soit, nous allons demander aux autorités provinciales si elles y consentent.

* * *

LES FINANCES

LES PRÊTS ET LES SUBVENTIONS À CERTAINS TRAVAUX—
LES ENTRETIENS AVEC LES MUNICIPALITÉS

[Traduction]

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné que le président du conseil métropolitain de Toronto s'est plaint de ce que les prêts et subventions du gouvernement fédéral à des travaux étaient tellement chargés de conditions qu'ils en devenaient inutiles et inacceptables, le ministre consultera-t-il M. Campbell et d'autres autorités municipales en vue de rendre ces prêts et subventions fédéraux plus efficaces pour ce qui est de créer des emplois dont on a un si urgent besoin?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Nous avons avancé ces fonds et plusieurs provinces en ont profité. Je crois savoir que le gouvernement ontarien, une fois réglée la question de trouver un nouveau chef pour le parti au pouvoir, se prépare enfin à demander ces fonds. La façon de procéder est fort simple. Nous voulons nous assurer que ces fonds seront affectés à des projets d'immobilisations qui créeront des emplois.

M. Bell: Vous n'êtes même pas représenté par un parti en Ontario.

M. Brewin: Ma question supplémentaire est une répétition de ma première question, à laquelle le ministre n'a pas répondu. Envisage-t-il de se concerter avec le président du Conseil municipal du Toronto métropolitain sur l'octroi de ces prêts et de ces subventions?